

« Faire de l'insertion en créant de l'activité »



Philippe Rajalu, directeur d'Aide emploi services, estime qu'il faut changer de modèle dans le domaine de l'insertion : « Des entreprises co-actrices de l'insertion sont à créer. L'AIDE y réfléchit au sein des Articulteurs. »

Regain, c'est fini. L'AIDE a dû mettre cette activité en sommeil pour ne pas risquer, à terme, de disparaître. Difficile de concilier développement économique et insertion. Même si Philippe Rajalu veut y croire.

Entretien

En 2006, l'AIDE avait créé Regain, une association qui fabriquait du jus de pomme, proposait d'entretenir les vergers et participait à l'insertion de chômeurs. Cette activité s'est arrêtée. Que s'est-il passé ?

Nous avons dû mettre Regain en sommeil depuis novembre. Elle a fusionné avec l'AIDE. Le salarié qui s'occupait de Regain a été licencié. C'est une décision douloureuse mais inévitable. Il fallait stopper l'hémorragie. Regain était complètement sous perfusion. L'AIDE la tenait à bout de bras. On ne pouvait plus continuer comme cela, nous perdions trop d'argent. Il y avait un vrai risque pour l'AIDE. On pouvait mettre la clé sous la porte dans les deux ans à venir !

Quelles sont les raisons de l'arrêt de cette activité ?

Nous nous sommes trompés sur les marchés et la méthode. La crise n'a rien à voir là-dedans. Le concept était bon, la production impeccable mais la commercialisation n'allait pas. Notre jus de pomme, Pom d'Amis, ne correspond pas au marché local. Pareil pour l'élagage et l'entretien de vergers. D'autres sociétés proposent le même service à un prix inférieur au nôtre. Nous ne pouvions pas nous aligner.

Le bois et la pomme, c'est fini pour l'AIDE ?

Non. Nous conservons notre verger aux Fougerets et nous continuons de commercialiser Pom d'Amis. Cette activité peut redémarrer mais il va falloir procéder autrement. L'AIDE continue à vouloir faire de l'insertion en créant de l'activité économique. Notre idée est de mettre dans le coup, dès le départ, des demandeurs d'emploi. De laisser l'activité se développer au sein de l'AIDE avant qu'elle puisse prendre son envol. En gros, élever le bébé jusqu'à ce qu'il marche tout seul. C'est une logique risquée mais passionnante.

À vous entendre, on a l'impression qu'insertion et développement économique vont difficilement de paire ?

Le vrai souci, c'est que nous sommes asphyxiés par les démarches administratives. On nous demande de remplir cinq fois le même dossier... Nous devons répondre à des questions sans aucun rapport avec notre activité. Tous les ans, pour un même dossier, nous devons effectuer quarante-six procédures administratives. La réforme de l'insertion économique est en cours mais elle se met en place doucement. Le cadre administratif ne correspond pas au but à atteindre.

Pourtant, il y a urgence dans ce domaine. Comment réconcilier ces deux aspects de votre activité ?

Sur le Pays de Redon, nous souhaitons créer un collectif des structures associatives d'insertion (Clic n'puces, Lever le Rideau, Patrimoine et Nature, etc.) pour faire passer le message : il existe des tentatives différentes d'accompagnement vers l'emploi. Je pense que, pour développer notre activité, nous aurons à créer des sociétés coopératives d'intérêt collectif. Des entreprises co-actrices de l'insertion sont à créer. L'AIDE y réfléchit au sein des Articulteurs. Cela prendra du temps mais, sur l'insertion, je pense qu'il n'y a pas d'avenir à continuer comme cela se fait depuis des années.